

Rapport financier semestriel

Au 30 juin 2014

Comptes consolidés condensés
Rapport semestriel d'activité
Attestation du Président directeur général
Rapport des commissaires aux comptes



Sommaire

Comptes consolidés condensés	3
Etat consolidé du résultat global.....	3
Tableau des flux de trésorerie consolidé.....	5
Bilan consolidé	6
Etat de variation des capitaux propres	8
Annexe aux comptes consolidés	9
Rapport semestriel d'activité.....	23
Commentaires sur les comptes consolidés	23
Evénements importants sur la période	31
Principaux risques et principales incertitudes	32
Litiges	32
Principales transactions entre parties liées	32
Attestation du Président	33
Rapport des commissaires aux comptes	34

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros sauf le résultat par action)</i>	Note	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (a)
Chiffre d'affaires	3	11 700	11 335
Coûts des ventes		(7 243)	(7 098)
Marge brute		4 457	4 237
Recherche et développement	4	(281)	(287)
Frais généraux et commerciaux		(2 672)	(2 447)
EBITA ajusté *		1 504	1 503
Autres produits et charges d'exploitation	5	(57)	12
Charges de restructuration	6	(71)	(60)
EBITA **		1 376	1 455
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	7	(127)	(108)
Résultat d'exploitation		1 249	1 347
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		18	9
Coût de l'endettement financier brut		(163)	(175)
Coût de la dette financière nette		(145)	(166)
Autres produits et charges financiers	8	(56)	(76)
Résultat financier		(201)	(242)
Résultat des activités poursuivies avant impôts		1 048	1 105
Impôts sur les sociétés	9	(241)	(273)
Résultat net des activités non poursuivies	1	70	30
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		6	12
RESULTAT NET		883	874
• dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		821	831
• dont actionnaires minoritaires		62	43
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action (en euros/action)		1,44	1,52
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) après dilution (en euros/action)		1,42	1,50
* <i>EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles). Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.</i>			
** <i>EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles). Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.</i>			
<i>(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1. L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.</i>			

Autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013 (a)
Résultat net	883	874
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de conversion	160	(188)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(23)	(65)
Impôts sur la réévaluation des instruments dérivés de couverture	10	16
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(18)	8
Impôts sur la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	2	1
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	74	6
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(10)	(1)
Total du résultat global reconnu en capitaux propres	195	(223)
• dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	(29)	(40)
• dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	224	(183)
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE	1 078	651
Attribuable :		
• aux actionnaires de la société mère	1 015	601
• aux participations ne donnant pas le contrôle	63	50
<i>L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.</i>		
<i>(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1</i>		

Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (a)
Résultat net		883	874
<i>Moins résultat net des activités non poursuivies</i>		(70)	(30)
Perte/(profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus		(6)	(12)
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>			
Amortissements des immobilisations corporelles		204	204
Amortissements des immobilisations incorporelles		227	202
Perte de valeur des actifs non courants		(7)	-
Augmentation/(diminution) des provisions		(4)	(34)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		1	(7)
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt		(177)	(171)
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie		33	19
Autofinancement d'exploitation		1 083	1 045
Diminution/(augmentation) des créances d'exploitation		(141)	(143)
Diminution/(augmentation) des stocks et travaux en cours		(155)	(162)
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation		(89)	(12)
Autres actifs et passifs courants		(133)	(124)
Variation du besoin en fonds de roulement		(518)	(441)
Total I – Trésorerie provenant des activités d'exploitation		565	604
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(225)	(175)
Cessions d'immobilisations corporelles		28	67
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(192)	(178)
Cessions d'immobilisations incorporelles		3	3
Investissement net d'exploitation		(386)	(283)
Investissement financier net	2	(2 257)	(309)
Cession d'actifs financiers		6	13
Autres opérations financières à long terme		(15)	(10)
Actifs de retraite à long terme		(43)	(28)
Sous-total		(2 309)	(334)
Total II – Trésorerie affectée aux opérations d'investissement		(2 695)	(617)
Émission d'emprunts obligataires	17	-	-
Remboursement d'emprunts obligataires	17	(500)	-
Augmentation/(diminution) des autres dettes financières		114	4
Augmentation/(réduction) de capital en numéraire		25	61
Vente/(achat) d'actions propres		39	19
Dividendes versés : Schneider Electric SE		(1 095)	(1 025)
Dividendes versés aux minoritaires		(54)	(48)
Total III – Trésorerie affectée aux opérations de financement		(1 471)	(989)
IV - Effet net des conversions :		37	8
V - Activités non poursuivies	1	14	41
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV+V		(3 550)	(953)
Trésorerie nette en début de période		5 423	3 637
Variation de trésorerie		(3 550)	(953)
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	17	1 873	2 684

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30/06/2014	31/12/2013 (a)
Actifs non courants :			
Écarts d'acquisition, nets	10	15 709	13 048
Immobilisations incorporelles, nettes		4 745	4 280
Immobilisations corporelles, nettes		2 660	2 595
<i>Immobilisations corporelles et incorporelles nettes</i>	11	7 405	6 875
Participations dans les entreprises associées	12	220	201
Actifs financiers disponibles à la vente	13	152	164
Autres actifs financiers non courants		294	127
<i>Actifs financiers non courants</i>		446	291
Actifs d'impôt différé		1 964	1 756
Total actifs non courants		25 744	22 171
Actifs courants :			
Stocks et en-cours		3 267	3 072
Clients et créances d'exploitation		5 778	5 123
Autres créances et charges constatées d'avance		1 593	1 392
Actif financier courant		33	28
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 655	5 563
Total actifs courants		13 326	15 178
Actifs des activités non poursuivies		1 414	
TOTAL DE L'ACTIF		40 484	37 349

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30/06/2014	31/12/2013 (a)
Capitaux propres	14		
Capital social		2 319	2 248
Primes d'émission, de fusion, d'apport		7 701	6 992
Réserves consolidées et autres réserves		8 836	8 803
Réserves de conversion		(673)	(832)
Total capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		18 183	17 211
Actionnaires minoritaires		393	382
Total capitaux propres		18 576	17 593
Provisions non courantes			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	15	1 724	1 485
Autres provisions non courantes	16	960	827
Provisions non courantes		2 684	2 312
Dettes non courantes			
Emprunts obligataires	17	4 585	5 322
Dettes financières à plus d'un an	17	397	600
<i>Dettes financières non courantes</i>		<i>4 982</i>	<i>5 922</i>
Passifs d'impôt différé		1 132	994
Autres dettes à long terme		176	140
Total passifs non courants		8 974	9 368
Dettes courantes			
Fournisseurs et dettes d'exploitation		4 024	3 791
Dettes fiscales et sociales		1 961	1 878
Provisions courantes	16	940	883
Autres passifs courants		961	867
Dettes financières courantes	17	4 220	2 967
Total passifs courants		12 106	10 388
Passifs des activités non poursuivies		828	
TOTAL DU PASSIF		40 484	37 349

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

État de variation des capitaux propres

(en millions d'euros sauf nombre d'actions)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Actions d'auto-contrôle	Réserves consolidées	Différence de conversion	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Part des actionnaires minoritaires	TOTAL
31/12/2012* (a)	555 417	2 222	6 885	(74)	7 668	(48)	16 653	408	17 061
Résultat net de la période *					1 888		1 888	98	1 986
Autres éléments du résultat global*					212	(784)	(572)	(18)	(590)
<i>Résultat global de la période</i>					2 100	(784)	1 316	80	1 396
Augmentation de capital	2 752	11	123				134		134
Plans de souscription d'actions	3 789	15	86				101		101
Dividendes distribués					(1 058)		(1 058)	(106)	(1 164)
Paielements fondés sur des actions					66		66		66
Autres**			(102)		101		(1)		(1)
31/12/2013*(a)	561 958	2 248	6 992	(74)	8 877	(832)	17 211	382	17 593
Résultat net de la période					821		821	62	883
Autres éléments du résultat global					35	159	194	1	195
<i>Résultat global de la période</i>					856	159	1 015	63	1 078
Augmentation de capital	17 207	69	918				987		987
Plans de souscription d'actions	678	3	22				25		25
Dividendes distribués			(244)		(851)		(1 095)	(52)	(1 147)
Paielements fondés sur des actions					39		39		39
Autres**			13		(12)		1		1
30/06/2014	579 844	2 319	7 701	(74)	8 910	(673)	18 183	393	18 576

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés, soit :

- une augmentation des réserves consolidées de 12 millions d'euros au 01/01/2012 ;
- une charge nette d'impôt de 29 millions d'euros sur le résultat 2012 et
- un produit net d'impôt de 27 millions d'euros sur les autres éléments du résultat global en 2012.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

** Reclassement entre primes d'émission et réserves consolidées.

(a) Les chiffres 2012 et 2013 ont été retraités des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en millions d'euros sauf mention contraire.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1 Principes comptables

➤ Base de préparation et référentiel comptable

Les états financiers consolidés du Groupe Schneider Electric, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2014, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF sous le numéro D.14-0175, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes applicables dans le Groupe sur la période n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2014 :

- *amendement d'IAS 32 – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;*
- *amendement d'IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;*
- *amendement d'IAS 39 – Changement d'instruments dérivés et prolongation de la comptabilité de couverture ;*
- *IAS 28 Révisée – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;*
- *IFRS 10 – États financiers consolidés ;*
- *IFRS 11 – Partenariats ;*
- *IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*
- *Dispositions transitoires – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.*

L'application des normes IFRS 10 et IFRS 11 a conduit à la modification de certaines méthodes de consolidation sans incidence matérielle sur les comptes consolidés. .

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 ou dont l'application n'est pas obligatoire dès le 1^{er} janvier 2014 :

- Norme adoptée :
 - *IFRIC 21 – Droits ou taxes.*
- Normes non adoptées :
 - *IFRS 9 – Instruments financiers*
 - *IFRS 14 – Comptes de report réglementaires*
 - *IFRS 15 – Revenus de contrats clients*
 - *Amendements d'IAS 16 et d'IAS 38 : Clarification des méthodes acceptables de dépréciation et d'amortissement*
 - *Amendements d'IFRS 11 : Comptabilisation d'acquisitions de participations dans des opérations conjointes*
 - *Amendements d'IAS 19 : Plans à prestations définies : contributions du personnel*
 - *Améliorations annuelles 2010-2012 des IFRS (décembre 2013)*
 - *Améliorations annuelles 2011-2013 des IFRS (décembre 2013).*

Enfin, les principes appliqués par Schneider Electric au 30 juin 2014 ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB.

Le processus de détermination par Schneider Electric des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe des normes non applicables est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés, à l'exception d'IFRS 9, compte tenu des incertitudes pesant sur le processus d'adoption en Europe.

➤ Dépréciations d'actifs

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2014 ; par conséquent, aucun test de dépréciation d'actifs n'a été réalisé à cette date.

➤ Saisonnalité des activités

Le Groupe constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un trimestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2014.

➤ Impôt sur les bénéfices

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période le taux moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

➤ Activités non poursuivies

Le 5 février 2014, le Groupe a signé un accord pour la vente de la division Appliance d'Invensys, car cette activité ne rentre pas dans le cœur de métier de Schneider Electric. Le montant de la transaction s'élève à 150 millions de livres sterling et l'accord a été finalisé le 18 juin 2014. L'activité Appliance a été reportée en activités non poursuivies dans les comptes consolidés du groupe sur le premier semestre 2014.

Le 3 avril 2014, le Groupe est entré en négociations exclusives avec des fonds d'investissement pour la cession complète de l'activité Custom Sensors & Technologies ("CST"), sur une base de valeur d'entreprise s'élevant à 900 millions de dollars (environ 650 millions d'euros). Dans le cadre de l'opération proposée, Schneider Electric réinvestirait environ 100 millions de dollars aux côtés des fonds d'investissements et du management de CST afin de détenir une participation proche de 30% dans CST. CST était reporté dans le segment *Industry* de Schneider Electric. Ce projet est soumis à la consultation de toutes les instances représentatives concernées, au terme de laquelle les parties prenantes devraient entrer dans la phase finale des négociations. L'activité CST a été reclassée en activités non poursuivies dans les comptes consolidés du groupe sur le premier semestre 2014 (pour 36 millions d'euros de résultat net) et sur le premier semestre 2013 (pour 227 millions d'euros de chiffre d'affaires, 43 millions d'euros de profit avant impôt et 13 millions d'euros de charge d'impôt, soit 30 millions d'euros de résultat net sur le premier semestre 2013).

Note 2 Evolution du périmètre de consolidation

2.1 Variations de périmètre

➤ Acquisitions de la période

Le 17 janvier 2014, le Groupe a finalisé l'acquisition d'Invensys, acteur mondial des automatismes industriels disposant d'une large base installée et d'une forte présence dans les logiciels. La transaction a été rémunérée par l'émission de 17 207 427 actions nouvelles Schneider Electric, le 20 janvier 2014, et par un règlement en numéraire de 2,5 milliards de livres sterling, le 30 janvier 2014.

2.2 Impact des variations de périmètre

➤ Suivi des acquisitions de 2013

En application de la norme IFRS 3 Révisée, Schneider Electric a valorisé les actifs acquis et les passifs assumés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'allocation définitive du prix d'acquisition d'Electroshield TM - Samara (28 mars 2013) a conduit à reconnaître principalement des réévaluations d'immobilisations corporelles estimés par des experts indépendants pour 10 millions d'euros, des provisions et passifs éventuels comptabilisés respectivement pour 17 millions d'euros et 102 millions d'euros. L'écart d'acquisition n'est pas déductible fiscalement.

➤ Acquisitions de la période

Schneider Electric a finalisé l'acquisition du groupe Invensys le 17 janvier 2014. Au premier semestre 2014, Invensys est consolidée par intégration globale principalement dans le segment d'activité *Industry*, hormis sa division Appliance présentée en activités non poursuivies. Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires d'Invensys sans Appliance s'élevait à 743 millions de livres sterling (874 millions d'euros au taux de change moyen de la période).

L'allocation provisoire du prix d'acquisition d'Invensys a conduit à reconnaître principalement des immobilisations incorporelles à leur juste valeur pour 506 millions d'euros (technologie, relations clientèles et marques) et des réévaluations d'immobilisations corporelles pour (17) millions d'euros; ces actifs ont été évalués par des experts indépendants. Des provisions et passifs éventuels ont été comptabilisés respectivement pour un montant total de 30 millions d'euros et de 70 millions d'euros. L'écart d'acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Au 30 juin 2014, les principaux éléments de calcul provisoires étaient :

- les passifs éventuels, car le recensement des risques n'était pas achevé ;
- les actifs corporels, car l'estimation à la juste valeur de ces actifs était en cours ;
- les actifs incorporels, car les hypothèses retenues seront affinées au deuxième semestre 2014.

Les variations de périmètre du premier semestre 2014 représentent un décaissement de 2 251 millions d'euros, qui se détaille comme suit :

	30/06/2014	30/06/2013
Acquisitions dont :	(2 257)	(309)
Trésorerie décaissée (*)	(2 876)	(320)
Trésorerie acquise/(cédée)	619	11
Cessions	6	13
INVESTISSEMENT FINANCIER NET DES CSSIONS	(2 251)	(296)

(*) nette des 155 millions d'euros encaissés au titre de la vente de l'activité d'Appliance

La trésorerie décaissée au titre des acquisitions de la période correspond principalement au prix payé en numéraire pour l'acquisition d'Invensys. Le montant de la trésorerie acquise inclut les 103 millions de livres sterling reçus du Fonds de retraite d'Invensys au titre des actifs auparavant conservés dans le *Reservoir Trust*.

Note 3 Information sectorielle

Jusqu'en 2013, les activités de Schneider Electric étaient organisées autour de cinq segments d'activité (*Partner*, *Infrastructure*, *Industry*, *IT* et *Buildings*), bâtis autour de technologies clés.

En 2014, Schneider Electric a décidé de regrouper ses activités *Buildings* et *Partner* en un seul et même pôle pour fournir à ses clients une offre complète destinée au marché de la construction de bâtiments. Le Groupe a désormais organisé ses activités en quatre domaines : *Buildings & Partner*, *Infrastructure*, *Industry* et *IT*.

- l'activité **Buildings & Partner** propose des produits et solutions de basse tension et d'automatisme des bâtiments destinés à tous les marchés finaux, des bâtiments aux industries et infrastructures en passant par les centres de données, afin d'aider les clients à améliorer leur efficacité énergétique des bâtiments ;
- l'activité **Infrastructure** est spécialisée dans les produits et solutions de moyenne tension et d'automatismes de réseaux, en particulier pour les régies électriques et les autres clients d'infrastructures ;
- l'activité **Industry**, dont le portefeuille inclut à la fois l'automatisation discrète et l'automatisation de process, offre non seulement des produits, systèmes et logiciels industriels mais intègre également d'autres technologies du Groupe pour aider ses clients à améliorer leur productivité industrielle et leur efficacité ;
- l'activité **IT**, spécialisée dans les produits et solutions d'énergie sécurisée pour les centres de données et d'autres applications pour qui la continuité et la qualité de l'énergie est critique.

Les éléments relatifs à la Direction Générale du Groupe et non rattachables à un secteur en particulier sont isolés dans une colonne "Coûts centraux".

Les informations données par secteur opérationnel sont identiques à celles présentées au Conseil d'Administration, qui a été identifié comme le "Principal Décideur Opérationnel" en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation de la performance des segments. La mesure de la performance de chaque secteur utilisée principalement par le Conseil d'administration est le résultat EBITA ajusté. Les rémunérations en actions ne sont pas allouées aux activités mais sont incluses dans la colonne "Coûts centraux". Le Conseil d'administration n'examine pas les actifs et passifs par activité.

Les données par secteur suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Ces informations sont commentées dans le Rapport semestriel d'activité.

3.1 Informations par secteur opérationnel

1^{er} semestre 2014

	Buildings & Partner	Infrastructure	Industry	IT	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	5 102	2 364	2 704	1 530	-	11 700
EBITA ajusté *	898	132	493	258	(277)	1 504
%	17,6%	5,6%	18,2%	16,9%		12,9%
Autres produits et charges d'exploitation	(1)	(9)	(37)	(5)	(5)	(57)
Charges de restructuration	(31)	(28)	(10)	(1)	(1)	(71)
EBITA	866	95	446	252	(283)	1 376
%	17,0%	4,0%	16,5%	16,5%		11,8%

* EBITA ajusté : EBITA avant Charges de restructuration et avant Autres produits et charges d'exploitation (dont Coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 41% sur le premier semestre 2014.

1^{er} semestre 2013 (a)

	Buildings & Partner	Infrastructure	Industry	IT	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	5 085	2 627	1 937	1 686	-	11 335
EBITA ajusté *	924	193	376	289	(279)	1 503
%	18,2%	7,3%	19,4%	17,1%		13,3%
Autres produits et charges d'exploitation	11	(11)	2	(1)	11	12
Charges de restructuration	(29)	(8)	(6)	(3)	(14)	(60)
EBITA	906	174	372	285	(282)	1 455
%	17,8%	6,6%	19,2%	16,9%		12,8%

* EBITA ajusté : EBITA avant Charges de restructuration et avant Autres produits et charges d'exploitation (dont Coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 39% sur le premier semestre 2013.

3.2 Informations par zone géographique

Les zones géographiques suivies par le Groupe sont les suivantes :

- Europe de l'Ouest,
- Amérique du Nord (y-compris Mexique),
- Asie-Pacifique,
- Reste du monde (Europe de l'Est, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud).

Les actifs non courants incluent uniquement les écarts d'acquisition nets, les immobilisations corporelles et incorporelles nettes.

1^{er} semestre 2014

	Europe de l'Ouest	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	3 274	3 282	2 908	2 236	11 700
Actifs non courants	9 325	4 252	8 159	1 378	23 114

1^{er} semestre 2013^(a)

	Europe de l'Ouest	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	3 164	3 237	2 801	2 133	11 335
Actifs non courants	8 090	4 452	6 624	1 290	20 456

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Par ailleurs, le Groupe suit la part des *nouvelles économies* dans le chiffre d'affaires :

	30/06/2014		30/06/2013	
Chiffre d'affaires – Pays matures	6 627	57%	6 440	57 %
Chiffre d'affaires - Nouvelles économies	5 073	43%	4 895	43 %
Total	11 700	100%	11 335	100%

Note 4 Recherche et développement

Les frais de recherche et développement de la période se répartissent comme suit :

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (a)
Frais de recherche et développement en coûts des ventes	141	133
Frais de recherche et développement en frais de R&D ⁽¹⁾	281	287
Projets de développement capitalisés	176	152
TOTAL DES FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA PERIODE	598	573

(1) dont 21 millions d'euros de crédit d'impôt recherche en 2014 et 17 millions d'euros au premier semestre 2013.

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Les amortissements des projets de développement capitalisés s'élèvent à 79 millions d'euros sur l'exercice 2014 contre 71 millions d'euros à fin juin 2013.

Note 5 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Pertes de valeur des actifs corporels et incorporels	(2)	-
Plus-values sur cessions d'actifs	7	22
Moins-values sur cessions d'actifs et mises au rebut	(7)	(17)
Coûts liés aux acquisitions et aux cessions	(43)	(18)
Modifications des plans d'avantages au personnel	-	34
Autres	(12)	(9)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(57)	12

Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions et cessions 2014 et 2013 pour le premier semestre 2014 dont 37 millions d'euros de coûts d'acquisition et d'intégration d'Invensys.

Note 6 Charges de restructuration

Les coûts de restructuration s'élèvent à 71 millions d'euros sur la période. Ils sont principalement liés à des réorganisations industrielles et des réorganisations de fonctions support.

Note 7 Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013*
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(127)	(108)
Pertes de valeur des incorporels liés aux acquisitions	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES INCORPORELS LIES AUX ACQUISITIONS	(127)	(108)

* Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Note 8 Autres produits et charges financiers

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Résultat de change, net	(6)	(31)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(36)	(35)
Dividendes reçus	2	4
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs disponibles à la vente	-	-
Autres charges financières nettes	(16)	(14)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(56)	(76)

Note 9 Impôt sur les sociétés

Dès que les conditions réglementaires sont réunies, les sociétés du Groupe recourent à l'intégration fiscale des entités qu'elles détiennent. Schneider Electric SE a choisi cette option vis-à-vis de ses filiales françaises détenues directement ou indirectement par l'intermédiaire de Schneider Electric Industries SAS.

9.1 Analyse de la charge d'impôt

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (a)
Impôt courant	(289)	(382)
Impôts différés	48	109
PRODUIT /(CHARGE) D'IMPOT	(241)	(273)

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

La charge d'impôt du premier semestre 2014 intègre un produit d'impôt lié à la reconnaissance des impôts différés actifs portant sur les reports déficitaires américains d'Invensys (auparavant non reconnus) qui a été rendue possible suite à l'accord sur les cessions d'actifs d'Invensys négocié avec le Trustee d'Invensys en février 2014, ce qui a permis l'intégration fiscale des activités américaines d'Invensys avec les activités américaines de Schneider Electric.

9.2 Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (a)
Résultat net (part du Groupe)	821	831
(Charge) Produit d'impôt	(241)	(273)
Intérêts minoritaires	(62)	(43)
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	12
Activités non poursuivies	70	30
Résultat avant impôt	1 048	1 105
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(361)	(380)
Éléments en rapprochement :		
Écart de taux France/Étranger	99	109
Crédits d'impôt et autres réductions d'impôt	99	122
Effets des déficits fiscaux	106	(15)
Autres différences permanentes	(184)	(109)
(Charge) Produit net d'impôt réel	(241)	(273)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	23,0%	24,7%

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

9.3 Impôts différés

Les impôts différés nets s'élèvent à 832 millions d'euros et présentent une augmentation de 69 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013.

Note 10 Ecarts d'acquisition

Les principaux mouvements de la période sont récapitulés dans le tableau suivant :

	30/06/2014	31/12/2013 (a)
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture	13 048	12 904
Acquisitions *	2 970	607
Cessions	(2)	(12)
Perte de valeur	-	-
Effet des variations de change	114	(587)
Reclassement / Affectation	(421)	136
Écarts d'acquisition nets à la clôture	15 709	13 048
Dont pertes de valeur cumulées à la clôture	(250)	(395)

* Au taux de change en date d'acquisition.

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

La ligne Acquisitions en 2014 inclut principalement le goodwill d'Invensys à hauteur de 2 932 millions d'euros qui a été affecté à l'UGT Industry.

➤ Effet des variations de change

Les variations de change concernent principalement les écarts d'acquisition libellés en dollars américains.

Note 11 Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles et corporelles entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014 est principalement liée à l'entrée d'Invensys dans le périmètre de consolidation pour un impact total de 613 millions d'euros.

Note 12 Participations dans les entreprises associées

Il n'y a pas eu d'évolution significative du périmètre des entités mises en équivalence depuis le 1^{er} janvier 2014. Les variations de la période correspondent au résultat des entités en mise en équivalence.

Note 13 Actifs financiers

13.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente s'élèvent à 152 millions d'euros au 30 juin 2014. Le périmètre des actifs financiers disponibles à la vente n'a pas évolué significativement depuis le 1^{er} janvier 2014.

13.2 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants s'élèvent à 294 millions d'euros au 30 juin 2014.

13.3 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'élèvent à 33 millions d'euros au 30 juin 2014 et sont composés de placements de trésorerie non monétaires.

Note 14 Capitaux propres

14.1 Paiements sur la base d'actions

Au titre des levées d'options de souscription des plans d'options en cours, Schneider Electric SE a créé 678 285 actions au cours du premier semestre 2014 pour un montant de 25 millions d'euros.

Sur la base des hypothèses décrites dans les comptes annuels 2013, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans d'options ou d'actions gratuites mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 s'élève à 39 millions d'euros pour le premier semestre 2014 (31 millions d'euros pour le premier semestre 2013). Cette charge trouve sa contrepartie au sein du poste « Réserves consolidées » dans les capitaux propres.

14.2 Plan mondial d'actionnariat salarié

Le Groupe Schneider Electric offre à ses employés la possibilité de devenir actionnaires grâce à des émissions d'actions qui leur sont réservées. Dans les pays qui satisfont aux exigences légales et fiscales, deux possibilités d'investissement sont proposées : le plan d'actionnariat classique et le plan avec effet de levier.

Dans le plan classique, les employés investissent dans des actions du Groupe à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20% selon les pays). Ces actions ne peuvent être cédées par le salarié pendant une période incompressible de 5 années, sauf cas de sortie anticipée prévus par la loi. La charge IFRS 2 mesurant « l'avantage » offert aux salariés est évaluée par référence à la juste valeur d'une décote offerte sur des actions non cessibles. Le coût d'incessibilité est valorisé comme le coût d'une stratégie en deux étapes consistant dans un premier temps à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans, et à acheter dans un deuxième temps un même nombre d'actions au comptant (donc par définition cessibles à tout moment), en finançant cet achat par un prêt amortissable in fine.

Cette stratégie vise à refléter le coût subi par le salarié sur la période d'indisponibilité pour se libérer du risque de portage des actions souscrites dans le cadre du plan classique. Le coût d'emprunt est celui auquel ont accès les employés, seuls acteurs potentiels de ce marché : il repose sur un taux moyen offert par différents organismes de crédit pour des crédits de trésorerie prenant la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté sans faculté de renouvellement pour une durée maximum de cinq ans, octroyé à un client personne physique présentant un profil de risque moyen.

Dans le plan avec effet de levier, le Groupe offre également la possibilité d'une souscription à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20% selon les pays). Ces plans proposent cependant un profil de gain différent dans la mesure où une banque tierce complète l'investissement de l'employé de telle sorte que le montant investi au total est un multiple du montant payé par l'employé. Le total est investi dans des actions du Groupe à un cours décoté. La banque transforme ainsi la décote cédée par le salarié en ressource pour lui offrir un profil de gain particulier, consistant à sécuriser l'apport personnel du salarié et à lui offrir une indexation à la hausse (facteur de 9,67 en 2014) sur un nombre levragé d'actions auxquelles le salarié souscrit directement.

Pour les plans à effet de levier, la charge IFRS 2 est évaluée, comme pour les plans classiques, par référence à la juste valeur d'une décote sur titres incessibles (voir modalités ci-dessus), complétée par l'avantage que constitue l'intermédiation de l'émetteur dans l'appel d'offre des plans à effet de levier. L'intermédiation de l'émetteur permet en effet aux salariés de bénéficier de cotations de volatilité de type institutionnel et non de cours « au détail » de volatilité que le salarié aurait obtenu auprès de sa banque de détail pour répliquer le montage financier. Ce différentiel de volatilité est traduit en équivalent décote : il mesure le gain d'opportunité offert au salarié sur les plans à effet de levier.

En ce qui concerne la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, le Groupe a proposé le 17 juin 2014 à ses salariés, au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 58,33 euros ou 54,90 euros selon les pays (décoté de 15 à 20% par rapport au cours de référence de 68,62 euros calculé sur une moyenne des cours d'ouverture sur les 20 jours précédant la date de décision du Conseil d'administration).

3,7 millions d'actions ont été souscrites, soit une augmentation de capital de 205 millions d'euros réalisée le 24 juillet 2014. Compte-tenu de l'évolution des hypothèses de valorisation et plus particulièrement du spread de taux particulier, le coût d'incessibilité en 2014 est, depuis 2012, supérieur à la charge de décote, conduisant le Groupe à ne pas reconnaître de charge au titre de l'opération.

Les tableaux ci-dessous présentent les principales caractéristiques des plans, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour les exercices 2014 et 2013.

Plans classiques	Année 2014		Année 2013	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans <i>(en années)</i>		5		5
Prix de référence <i>(en euros)</i>		68,62		59,87
Prix de souscription <i>(en euros)</i> :				
Entre		58,33		50,89
Et		54,90		47,90
Décote faciale :				
Entre	15,0%		15,0%	
Et	20,0%		20,0%	
Montant souscrit par les salariés		122,7		98
Montant global souscrit		122,7		98
Nombre total d'actions souscrites <i>(millions d'actions)</i>		2,2		2
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché <i>(in fine)</i> ⁽¹⁾	4,8%		4,8%	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	0,8%		0,8%	
Taux d'emprunt des titres annuel <i>(repo)</i>	1,0%		1,0%	
(a) Valeur de la décote :				
Entre	15,0%	7,8	15,0%	8,4
Et	20,0%	19,6	20,0%	12,7
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché				
	26,4%	39,5	26,3%	31,3
Coût global pour le Groupe (a-b)		0		0
Sensibilités				
diminution du taux d'emprunt du participant au marché ⁽²⁾	(0,5%)	4,3	(0,5%)	3,4

montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen.

(2) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur.

Plans à effet de levier	Année 2014		Année 2013	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans <i>(en années)</i>		5		5
Prix de référence <i>(en euros)</i>		68,62		59,87
Prix de souscription <i>(en euros)</i> :				
Entre		58,33		50,89
Et		54,90		47,90
Décote faciale :				
Entre	15,0 %		15,0 %	
Et	20,0 %		20,0 %	
Montant souscrit par les salariés		8,2		3,5
Montant global souscrit		82,4		35,4
Nombre total d'actions souscrites <i>(millions d'actions)</i>		1,5		0,7
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché <i>(in fine)</i> ⁽¹⁾	4,8 %		4,8 %	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	0,8 %		0,8 %	
Taux de dividende annuel	3,4 %		3,0 %	
Taux d'emprunt des titres annuel <i>(repo)</i>	1,0 %		1,0 %	
Spread de volatilité détail / institutionnel	5,0 %		5,0 %	
(a) Valeur de la décote :				
Entre	15,0 %	0,0	15,0 %	0,0
Et	20,0 %	20,6	20,0 %	8,9
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché				
	26,4 %	27,1	26,3 %	11,7
(c) Valeur du gain d'opportunité ⁽²⁾				
	4,1 %	4,2	3,3 %	1,5
Coût global pour le Groupe (a-b+c)		0		0
Sensibilités				
• diminution du taux d'emprunt du participant au marché ⁽³⁾	(0,5 %)	3,0	(0,5 %)	1,3

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen.

(2) Calculé à partir d'un modèle binomial.

(3) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur.

Note 15 Provisions pour retraites et engagements assimilés

La variation des provisions pour retraites et avantages assimilés sur la période se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2013 (net)	1 061	424	1 485
Charge de la période	49	20	69
Prestations versées	(20)	(17)	(37)
Cotisations versées	76	-	76
Éléments reconnus en capitaux propres	(66)	(6)	(72)
Écart de conversion	-	9	9
Variations de périmètre	10	1	11
Autres variations	-	-	-
30/06/2014 (net)	1 110	431	1 541
Dont actifs pour retraites et avantages assimilés	183	-	183
30/06/2014	1 293	431	1 724

L'impact net de l'entrée de périmètre d'Invensys sur le montant de la provision au bilan est non significatif car les engagements sont intégralement couverts par les actifs de plan.

Suite à l'accord avec le Trustee du fonds de retraite d'Invensys au Royaume-Uni conclu le 7 février 2014, Schneider Electric SE a garanti les obligations des filiales d'Invensys participant au Fonds de retraite à hauteur d'un montant plafonné à 1,75 milliards de livres sterling. Au 30 juin 2014, les actifs du régime excèdent la valeur des obligations objet de cette garantie et cette garantie ne peut donc pas être appelée.

Les actifs nets pour retraites et avantages assimilés sont inclus dans les autres actifs financiers non courants.

Note 16 Provisions

	Risques économiques	Risques commerciaux	Risques sur produits	Risques environnementaux	Restructurations	Autres risques	Provisions
31/12/2013 (a)	669	98	430	61	135	317	1 710
<i>dont part à plus d'un an</i>	<i>439</i>	<i>43</i>	<i>131</i>	<i>45</i>	<i>9</i>	<i>160</i>	<i>827</i>
Dotations	19	6	37	7	27	78	174
Effet d'actualisation	-	-	-	-	-	-	-
Reprises pour utilisation	(25)	(4)	(49)	(4)	(43)	(94)	(219)
Provisions devenues sans objet	(46)	(4)	(15)	(5)	(2)	(7)	(79)
Écarts de conversion	5	1	2	1	-	5	14
Variations de périmètre et autres	16	(15)	44	70	(2)	187	300
30/06/2014	638	82	449	130	115	486	1 900
<i>dont part à plus d'un an</i>	<i>377</i>	<i>59</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>5</i>	<i>280</i>	<i>960</i>

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Les principales variations de la période correspondent aux provisions liées à l'entrée de périmètre d'Invensys en janvier 2014 qui est détaillée en note 2.

Note 17 Endettement financier net

L'endettement financier net s'analyse de la façon suivante :

	30/06/2014	31/12/2013 (a)
Emprunts obligataires	5 557	6 039
Autres emprunts auprès d'établissements de crédit	753	942
Financement des locations financières	8	10
Participation des salariés	9	11
Part court terme des emprunts obligataires	(972)	(717)
Part court terme des autres dettes long terme	(373)	(363)
Dettes financières non courantes	4 982	5 922
Billets de trésorerie	1 484	1 205
Intérêts courus non échus	140	147
Autres dettes	469	395
Découverts et encours bancaires	782	140
Part court terme des emprunts obligataires	972	717
Part court terme des autres dettes long terme	373	363
Dettes financières courantes	4 220	2 967
DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES	9 202	8 889
Valeurs mobilières de placement	941	2 193
Titres de créances négociables et dépôts court terme	36	342
Disponibilités	1 678	3 028
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 655	5 563
Découverts et encours bancaires	(782)	(140)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, NETS	1 873	5 423
ENDETTEMENT FINANCIER NET	6 547	3 326

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

La trésorerie nette des découverts et encours bancaires s'élève à 1 873 millions d'euros. Elle représente le montant de trésorerie présenté au tableau des flux de trésorerie consolidés.

Des cessions sans recours de créances clients ont eu lieu sur le premier semestre 2014 pour un total de 73 millions d'euros à comparer à 66 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

Lors du premier semestre 2014, le Groupe a remboursé un emprunt obligataire pour un montant de 500 millions d'euros.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées d'instruments négociables, très liquides à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, tels que billets de trésorerie, fonds communs de placement ou équivalents.

Les instruments financiers sont généralement évalués à leur juste valeur, à l'exception des dettes non courantes. Celles-ci incluent des emprunts obligataires dont la juste valeur au 30 juin 2014 est de 5,987 millions d'euros.

Note 18 Instruments dérivés

18.1 Couverture des risques de change

Le Groupe souscrit périodiquement des dérivés de change pour couvrir le risque de change associé à des opérations libellées en devises étrangères. Le Groupe peut également effectuer des opérations de couverture de flux prévisionnels qu'il s'agisse de flux d'exploitation récurrents, de prêts en devises intragroupe ou d'opérations d'acquisition ou de cession de participations. Par ailleurs, certaines créances ou prêts à long terme accordés aux filiales constituent un investissement net à l'étranger au sens d'IAS 21.

30/06/2014	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Nominal des contrats	
			Vente	Achat
Contrats à terme en couverture de flux futurs	CFH *	32	-	1 018
Contrats à terme en couverture d'investissements nets	NIH *	(4)	970	-
Contrats à terme et options en couverture d'éléments bilantiels	FVH *	-	-	-
Contrats à terme et options en couverture d'éléments bilantiels	<i>Trading</i>	(12)	4 720	1 988
		16	5 690	3 006

31/12/2013	Qualification IFRS	Valeur au Bilan	Nominal des contrats	
			Vente	Achat
Contrats à terme en couverture de flux futurs	CFH *	119	-	(3 206)
Contrats à terme en couverture d'investissements nets	NIH *	2	961	(199)
Contrats à terme et options en couverture d'éléments bilantiels	FVH *	-	-	-
Contrats à terme et options en couverture d'éléments bilantiels	<i>Trading*</i>	13	2 797	(1 620)
		134	3 758	(5 025)

* CFH - Cash flow hedges
 NIH - Net investment hedges
 FVH - Fair value hedges

18.2 Couverture des risques de taux

Des contrats de "swaps" de taux d'intérêts permettent de gérer l'exposition du Groupe au risque de taux. Les instruments dérivés utilisés sont économiquement adossés aux échéances, aux taux et aux devises des emprunts couverts.

30/06/2014	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Swaps de taux d'intérêt	CFH */FVH*	(5)	(349)

31/12/2013	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Swaps de taux d'intérêt	CFH */FVH*	(8)	(346)

18.3 Couverture des risques liés aux matières premières

Le Groupe souscrit des contrats d'achat à terme, des contrats d'échanges et options destinés à couvrir le cours des matières premières pour tout ou partie des achats prévisionnels futurs de cuivre, plomb, aluminium, zinc, nickel et argent.

30/06/2014	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Métaux			
Couvertures fermes et optionnelles	CFH *	9	(249)

31/12/2013	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Métaux			
Couvertures fermes et optionnelles	CFH *	(2)	(166)

18.4 Couverture des paiements sur la base d'actions

La couverture porte sur les actions de Schneider Electric dans le cadre du programme *Share Appreciation Rights* (SARs) aux Etats-Unis.

30/06/2014	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert	Nombre d'actions
Actions				
Options d'achat	CFH *	45	(70)	1 541 616

31/12/2013	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert	Nombre d'actions
Actions				
Options d'achat	CFH *	46	(84)	1 843 846

Note 19 Opérations avec des parties liées

19.1 Entreprises associées

Il s'agit essentiellement des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions avec ces parties liées sont réalisées à des prix de marché et sont non significatives sur la période.

19.2 Parties liées exerçant une influence notable

Au cours de la période, aucune opération non courante n'a été réalisée avec les membres des organes de direction.

Note 20 Engagements et passifs éventuels

20.1 Cautions, avals et garanties

Les garanties, cautions et avals, donnés d'une part et reçus d'autre part s'établissent respectivement à 1 480 et 70 millions d'euros au 30 juin 2014.

20.2 Engagements d'achats

Les engagements d'achats de titres de participation représentent les engagements contractuels pris par le Groupe pour l'achat de minoritaires de sociétés consolidées, ou pour le complément de prix éventuel pour des opérations réalisées. Au 30 juin 2014, le seul montant significatif de ces engagements correspond à 26% de Luminous et a été valorisé à hauteur de 121 millions d'euros en Autres dettes.

20.3 Passifs éventuels

D'une manière générale, la direction considère que les provisions constituées au bilan, au titre des litiges connus à ce jour et auxquels le Groupe est partie, devraient être suffisantes pour qu'ils n'affectent pas de manière substantielle la situation financière ou les résultats du Groupe. Il en est en particulier ainsi pour les conséquences possibles du litige impliquant actuellement en Belgique d'anciens dirigeants et cadres du Groupe.

Les contrats d'emprunts ne contiennent pas de clauses en cas de dégradation de la notation de la dette long terme du Groupe.

Note 21 Evénements postérieurs à la clôture

➤ Augmentation de capital réservée aux salariés

Le 24 juillet 2014, le montant de l'augmentation de capital réservée aux salariés, décrite en Note 14.2, s'est élevé à 205 millions d'euros pour 3,7 millions d'actions émises.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2014

Commentaires sur les comptes consolidés

Commentaires sur l'activité et le compte de résultat consolidé

Evolution du périmètre de consolidation

Acquisitions de la période

Le 17 janvier 2014, le Groupe a finalisé l'acquisition d'Invensys plc, acteur mondial des automatismes industriels disposant d'une large base installée et d'une forte présence dans les logiciels. La transaction a été rémunérée par l'émission de 17 207 427 actions nouvelles Schneider Electric, le 20 janvier 2014, et par un règlement en numéraire de 2,5 milliards de livres sterling, le 30 janvier 2014.

Le 5 février 2014, le Groupe a signé un accord pour la vente de la division Appliance d'Invensys, car cette activité ne rentre pas dans le cœur de métier de Schneider Electric. Le montant de la transaction s'élève à 150 millions de livres sterling et l'accord a été finalisé le 18 juin 2014. L'activité Appliance a été reportée en activités non poursuivies dans les comptes consolidés du groupe sur le premier semestre 2014.

Invensys est consolidé par intégration globale sur le premier semestre 2014 principalement dans le segment d'activité *Industry*, hormis sa division Appliance présentée en activités non poursuivies.

Acquisitions réalisées en 2013 et ayant un effet sur les comptes du premier semestre 2014*

Electroshield TM - Samara a été acquise en cours d'exercice 2013 et consolidée à compter d'avril 2013. Sa consolidation en année pleine sur l'exercice 2014 constitue un effet de périmètre par rapport à l'exercice 2013.

* Les dates indiquées correspondent aux dates de prise de contrôle des sociétés acquises.

Evolution des taux de change

L'évolution des devises par rapport à l'euro (effet conversion) sur le premier semestre 2014 a un impact négatif de 605 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de 162 millions d'euros sur l'EBITA ajusté, lié à la hausse de l'euro contre les principales devises, en particulier le dollar américain, le dollar australien, le yuan chinois, le rouble et la roupie indienne.

Compte de résultat du premier semestre

Le compte de résultat du premier semestre 2014 comparé au premier semestre 2013 se détaille comme suit :

	1er semestre 2014	1er semestre 2013 (a)	% variance
Chiffre d'affaires	11 700	11 335	+3,2%
Coûts des ventes	(7 243)	(7 098)	
Marge brute	4 457	4 237	+5,2%
% Marge brute	38,1%	37,4%	
Recherche et développement	(281)	(287)	
Frais généraux et commerciaux	(2 672)	(2 447)	
EBITA ajusté	1 504	1 503	+0,1%
% EBITA ajusté	12,9%	13,3%	
Autres produits et charges d'exploitation	(57)	12	
Charges de restructuration	(71)	(60)	
EBITA	1 376	1 455	-5,4%
% EBITA	11,8%	12,8%	
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	(127)	(108)	
Résultat d'exploitation	1 249	1 347	-7,3%
% Résultat d'exploitation	10,7%	11,9%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	18	9	
Coût de l'endettement financier brut	(163)	(175)	
Coût de la dette financière nette	(145)	(166)	
Autres produits et charges financiers	(56)	(76)	
Résultat financier	(201)	(242)	-16,9%
Résultat des activités poursuivies avant impôts	1 048	1 105	-5,2%
Impôts sur les sociétés	(241)	(273)	
Résultat net des activités non poursuivies	70	30	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	6	12	
Résultat net	883	874	+1,0%
-dont part attribuable aux actionnaires de la société mère	821	831	-1,2%
-dont actionnaires minoritaires	62	43	
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action (en euros/action)	1,44	1,52	-5,3%

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Chiffre d'affaires

Au 30 juin 2014, le chiffre d'affaires consolidé de Schneider Electric s'élève à 11 700 millions d'euros, en progression de 3,2% à périmètre et taux de change courants par rapport au 30 juin 2013.

La croissance du premier semestre 2014 se décompose en une croissance organique de 0,6%, une contribution des acquisitions nette des cessions pour 8,0%, principalement liée à l'acquisition d'Invensys le 17 janvier 2014, et un effet de change de -5,4% dû à l'impact de la hausse de l'euro vis-à-vis des principales devises, en particulier le dollar américain, le dollar australien, le yen, la rouble et la roupie indienne.

Evolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires par secteur opérationnel se détaille comme suit (en millions d'euros) :

	Buildings & Partner	Infrastructure	Industry	IT	Total
30 juin 2014	5 102	2 364	2 704	1 530	11 700
30 juin 2013 (a)	5 085	2 627	1 937	1 686	11 335

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

Le chiffre d'affaires de Buildings & Partner (44% du CA du Groupe) s'élève à 5 102 millions d'euros au 30 juin 2014, en croissance de 0,3% en données courantes et de **3,5%** à données comparables (périmètre et taux de change constants). L'activité croît sur toutes les régions. En Europe de l'Ouest, l'Allemagne et l'Espagne mènent la croissance, alors que la France pâtit d'un marché de la construction atone. Les Etats-Unis bénéficient d'investissements sur le marché de la construction résidentielle, des centres de données et du pétrole et gaz. L'Asie-Pacifique croît grâce aux initiatives commerciales et aux offres milieu de gamme en Chine, et voit une légère reprise du marché résidentiel en Australie. La croissance dans le Reste du Monde est soutenue par des projets dans les infrastructures au Moyen-Orient et un marché domestique résistant en Russie.

Le chiffre d'affaires d'Infrastructure (20% du CA du Groupe) s'élève à 2 364 millions d'euros au 30 juin 2014, en décroissance de 10,0% en données courantes et de **6,7%** à données comparables. La baisse est principalement due à la faiblesse du marché des régies électriques en Allemagne, en Espagne et en France. Les projets pétroliers et gaziers soutiennent l'Australie et les Etats-Unis. L'Amérique du Nord bénéficie également de la poursuite des investissements dans les centres de données, mais la région est pénalisée par des bases de comparaison élevée. La Chine croît sur des segments ciblés non-liés aux régies électriques, alors que l'Inde est impactée par la faiblesse des régies électriques. Le report des investissements en Russie pèse sur la croissance.

Le chiffre d'affaires d'Industry (23% du CA du Groupe) s'élève à 2 704 millions d'euros au 30 juin 2014, en hausse de 39,6% en données courantes et de **5,1%** à données comparables. La croissance est portée par la croissance généralisée des constructeurs de machines (*OEM*) et une forte croissance des services, alors que la demande des utilisateurs finaux est contrastée selon les régions. L'Europe de l'Ouest est soutenue par les constructeurs de machines orientés vers l'export en Espagne, Italie et Allemagne. L'Amérique du Nord est soutenue par les investissements en pétrole et gaz et par la demande solide des *OEMs*. La Chine est en forte croissance grâce aux *OEMs* et à des efforts sur des segments ciblés d'utilisateurs finaux. L'Australie reste impactée par la faiblesse du marché minier.

Le chiffre d'affaires d'IT (13% du CA du Groupe) s'élève à 1 530 millions d'euros au 30 juin 2014, en décroissance de 9,3% en données courantes et de **2,0%** à données comparables. L'activité connaît des tendances contrastées selon les régions. Le déstockage des distributeurs en Russie pèse sur la performance du semestre. La bonne exécution de projets pour les centres de données en Europe de l'Ouest et en Chine soutient la croissance de ces régions. Aux Etats-Unis, les investissements pour les grands et très grands centres de données dépassant la demande vers les offres basse et moyenne tension du Groupe.

Marge Brute

La marge brute du Groupe est en augmentation à 4 457 millions d'euros sur le premier semestre 2014 (4 237 millions d'euros sur le premier semestre 2013) en partie liée à la contribution d'Invensys, consolidée depuis janvier 2014. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute est également en hausse à 38,1% au premier semestre 2014 contre 37,4% au premier semestre 2013 grâce à une forte amélioration de la productivité industrielle qui a permis de compenser les effets négatifs des devises.

Coût des fonctions supports : Recherche et développement et Frais généraux et commerciaux

Lors du premier semestre 2014, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, s'élèvent à 281 millions d'euros contre 287 millions d'euros au premier semestre 2013, en légère diminution de 2,1%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement, nets baissent légèrement à 2,4% au premier semestre 2014 (contre 2,5% au premier semestre 2013).

Le total des frais de recherche et développement, y compris la partie capitalisée et les coûts comptabilisés en coût des ventes, s'élève à 598 millions d'euros au premier semestre 2014 (contre 573 millions d'euros au premier semestre 2013) en augmentation de 4,4%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement sont stables à 5,1% au premier semestre 2014 et au premier semestre 2013.

Au premier semestre 2014, le net de la capitalisation des coûts relatifs à des projets de développement et de la charge d'amortissement correspondante a un impact positif net de 97 millions d'euros sur le résultat d'exploitation (81 millions d'euros au premier semestre 2013).

Lors du premier semestre 2014, les frais généraux et commerciaux augmentent de 9,2% à 2 672 millions d'euros contre 2 447 millions d'euros au premier semestre 2013, en partie liée à la consolidation d'Invensys depuis janvier 2014 et de l'effet change. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de généraux et commerciaux augmentent de 21,6% au premier semestre 2013 à 22,8% au premier semestre 2014, principalement lié à l'effet change et à des investissements dans les services et la couverture géographique, notamment dans les grands pays émergents.

Le montant combiné des coûts des fonctions supports, soit des frais de recherche et développement nets et des frais généraux et commerciaux, totalise 2 953 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 2 734 millions d'euros au premier semestre 2013, soit une hausse de 8,0%. En pourcentage du chiffre d'affaire, le coût des fonctions supports augmente à 25,2% au premier semestre 2014 contre 24,1% au premier semestre 2013.

Autres produits et charges d'exploitation

Au premier semestre 2014, les autres produits et charges d'exploitation sont une charge nette de 57 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 43 millions d'euros et à d'autres charges d'exploitation de 14 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2014 et 2013, notamment Invensys pour 37 millions d'euros. Les autres charges d'exploitation incluent principalement des mises au rebut d'immobilisations corporelles.

Coûts de restructuration

Au premier semestre 2014, les coûts de restructuration s'élèvent à 71 millions d'euros (contre 60 millions d'euros au premier semestre 2013) et correspondent à des réorganisations industrielles et à des réorganisations de fonctions support.

EBITA et EBITA ajusté

Nous définissons l'EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration et l'EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'EBITA ajusté au premier semestre 2014 s'élève à 1 504 millions d'euros, contre 1 503 millions d'euros au premier semestre 2013, en hausse de 0,1%. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA ajusté passe de 13,3% à 12,9%, soit une légère baisse de 0,4 point, lié principalement à un effet dilutif lié à la consolidation d'Invensys au premier semestre 2014 et à l'effet négatif des devises, partiellement compensés par une forte productivité industrielle.

L'EBITA (résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition) baisse de 5,4% à 1 376 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 1 455 millions d'euros au premier semestre 2013, du fait de la baisse de l'EBITA ajusté et de l'augmentation des charges de restructuration. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA diminue légèrement à 11,8% au premier semestre 2014 (12,8% au premier semestre 2013).

EBITA et EBITA ajusté par secteur opérationnel

Les EBITA et EBITA ajustés par segment opérationnel se détaillent comme suit :

	Buildings & Partner	Infrastructure	Industry	IT	Coûts centraux	Total
30 juin 2014						
Chiffre d'affaires	5 102	2 364	2 704	1 530		11 700
EBITA ajusté *	898	132	493	258	(277)	1 504
EBITA ajusté (%)	17,6%	5,6%	18,2%	16,9%		12,9%
Autres charges et produits d'exploitation	(1)	(9)	(37)	(5)	(5)	(57)
Coûts de restructuration	(31)	(28)	(10)	(1)	(1)	(71)
EBITA	866	95	446	252	(283)	1,376
EBITA (%)	17,0%	4,0%	16,5%	16,5%		11,8%

* EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et autres produits et charges d'exploitation

	Buildings & Partner	Infrastructure	Industry	IT	Coûts centraux	Total
30 juin 2013 (a)						
Chiffre d'affaires	5 085	2 627	1 937	1 686		11 335
EBITA ajusté *	924	193	376	289	(279)	1 503
EBITA ajusté (%)	18,2%	7,3%	19,4%	17,1%		13,3%
Autres charges et produits d'exploitation	11	(11)	2	(1)	11	12
Coûts de restructuration	(29)	(8)	(6)	(3)	(14)	(60)
EBITA	906	174	372	285	(282)	1 455
EBITA (%)	17,8%	6,6%	19,2%	16,9%		12,8%

* EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et autres produits et charges d'exploitation

(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1

L'activité **Buildings & Partner** réalise un taux d'EBITA ajusté de 17,6 % sur le premier semestre 2014, en légère baisse de 0,6 point par rapport à 18,2% sur le premier semestre 2013, dû à l'effet négatif des devises.

L'activité **Infrastructure** réalise un taux d'EBITA ajusté de 5,6 % sur le premier semestre 2014, en baisse de 1,7 point par rapport à 7,3% sur le premier semestre 2013 en raison de faibles volumes et d'un effet mix négatif.

L'activité **Industry** réalise un taux d'EBITA ajusté de 18,2 % sur le premier semestre 2014, en diminution de 1,2 point par rapport à 19,4% sur le premier semestre 2013, en raison de la dilution générée par Invensys. La marge hors Invensys est en hausse grâce à une productivité industrielle solide et à l'effet prix.

L'activité **IT** réalise un taux d'EBITA ajusté de 16,9 % sur le premier semestre 2014, en légère diminution de 0,2 points par rapport à 17,1% sur le premier semestre 2013, reflétant la stratégie d'investissement pour la croissance.

Les coûts centraux s'élevèrent à 277 millions d'euros ou 2,4% du chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2014, au même niveau que le premier semestre 2013 (279 millions d'euros).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après amortissements et dépréciations des incorporels et acquisitions (EBIT) diminua de 7,3% de 1 347 millions d'euros au premier semestre 2013 à 1 249 millions d'euros au premier semestre 2014, du fait de la diminution de l'EBITA et de l'augmentation des amortissements des incorporels liée à l'acquisition d'Invensys de 19 millions d'euros (127 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 108 millions d'euros au premier semestre 2013).

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de 201 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 242 millions d'euros au premier semestre 2013.

Cette variation s'explique à la fois par une baisse du coût de la dette financière nette à 145 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 166 millions d'euros au premier semestre 2013, avec un coût de la dette plus favorable, et par une diminution des autres charges nettes de produits financiers de 76 millions d'euros au premier semestre 2013 à 56 millions d'euros au premier semestre 2014, principalement liée à la baisse de la perte de change.

Impôts

Le taux effectif d'impôt au premier semestre 2014 s'élève à 23,0%, en diminution de 1,7 points par rapport au taux d'impôt de 24,7% sur le premier semestre 2013. La charge d'impôt correspondante baisse de 273 millions d'euros au premier semestre 2013 à 241 millions d'euros au premier semestre 2014. La charge d'impôt du premier semestre 2014 intègre un produit d'impôt lié à la reconnaissance des impôts différés actifs liés reports déficitaires américains d'Invensys (auparavant non reconnus) qui a été rendue possible suite à l'accord sur les cessions d'actifs d'Invensys négocié avec le Trustee d'Invensys en février 2014, ce qui a permis l'intégration fiscale des activités américaines d'Invensys avec les activités américaines de Schneider Electric.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence diminue de 12 millions d'euros au premier semestre 2013 à 6 millions d'euros au premier semestre 2014, car le premier semestre 2013 intégrait encore le premier trimestre d'Electroshield-Samara (consolidée par intégration globale à compter d'avril 2013).

Résultat des activités non poursuivies

Le résultat des activités non poursuivies s'élève à 70 millions d'euros au premier semestre 2014, correspond principalement au profit du semestre de l'activité Appliance d'Invensys, cédée en juin 2014, et de l'activité de CST et s'élevait à 30 millions d'euros au premier semestre 2013, correspondant uniquement à l'activité CST.

Intérêts minoritaires

La part des actionnaires minoritaires dans le résultat net du premier semestre 2014 s'élève à 62 millions d'euros contre 43 millions d'euros au premier semestre 2013. Elle représente la quote-part de résultats bénéficiaires attribuables principalement aux associés minoritaires de certaines sociétés chinoises.

Résultat net (part des actionnaires de la société mère)

Le résultat net (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 821 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 831 millions d'euros au premier semestre 2013.

Résultat net par action

Le résultat net par action passe de 1,52 euro au premier semestre 2013 à 1,44 euro au premier semestre 2014.

Commentaires sur le tableau de flux de trésorerie consolidés

Le tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2014 comparé au premier semestre 2013 se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013 (a)
Résultat net consolidé	883	874
Moins résultat net des activités non poursuivies	(70)	(30)
Perte/(profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus	(6)	(12)
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>		
Amortissements des immobilisations corporelles	204	204
Amortissements des immobilisations incorporelles	227	202
Perte de valeur des actifs non courants	(7)	-
Augmentation/(diminution) des provisions	(4)	(34)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	1	(7)
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt	(177)	(171)
Autres éléments	33	19
Autofinancement d'exploitation	1 083	1 045
Diminution/(augmentation) des créances d'exploitation	(141)	(143)
Diminution/(augmentation) des stocks et travaux en cours	(155)	(162)
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation	(89)	(12)
Autres actifs et passifs courants	(133)	(124)
Variation du besoin en fonds de roulement	(518)	(441)
I - Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	565	604
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(225)	(175)
Cessions d'immobilisations corporelles	28	67
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(192)	(178)
Cessions d'immobilisations incorporelles	3	3
Investissement net d'exploitation	(386)	(283)
Acquisitions (ou Regroupements) d'entreprises nets de la trésorerie acquise	(2 257)	(309)
Cession d'actifs financiers	6	13
Autres opérations financières à long terme	(15)	(10)
Actifs de retraite à long terme	(43)	(28)
Investissement financier net	(2 309)	(334)
II - Flux de trésorerie affectée aux opérations d'investissement	(2 695)	(617)
Remboursement d'emprunts obligataires	(500)	
Augmentation/(diminution) des autres dettes financières	114	4
Augmentation/(réduction) de capital en numéraire	25	61
Vente/(achat) d'actions propres	39	19
Dividendes versés : Schneider Electric SE	(1 095)	(1 025)
Minoritaires	(54)	(48)
III - Flux de trésorerie affectée aux opérations de financement :	(1 471)	(989)
IV - Effet net des conversions	37	8
V - Activités non poursuivies	14	41
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV + V	(3 550)	(953)
Trésorerie nette en début de période	5 423	3 637
Variation de trésorerie	(3 550)	(953)
Trésorerie nette en fin de période	1 873	2 684
<i>(a) Les chiffres 2013 ont été retraités des activités non poursuivies et des changements de méthode de consolidation décrits en note 1</i>		

Flux de trésorerie générée par les activités d'exploitation

L'autofinancement d'exploitation augmente à 1 083 millions d'euros au premier semestre 2014 (1 045 millions d'euros au premier semestre 2013). Cela représente 9,3% du chiffre d'affaires au premier semestre 2014 contre 9,2% du chiffre d'affaires au premier semestre 2013.

La variation négative du besoin en fonds de roulement est en hausse à 518 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 441 millions d'euros au premier semestre 2013, reflétant la saisonnalité habituelle.

La trésorerie provenant des activités d'exploitation est en légère baisse passant sur le premier semestre de 604 millions d'euros en 2013 à 565 millions d'euros en 2014.

Flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissement

L'investissement net d'exploitation, qui comprend les coûts de développement capitalisés, augmente de 36,4% à 386 millions d'euros au premier semestre 2014, par rapport à 283 millions d'euros sur le premier semestre 2013, et représente 3,3% du chiffre d'affaires au premier semestre 2014 contre 2,5% du chiffre d'affaires au premier semestre 2013, du fait des cessions d'actifs plus conséquentes au premier semestre 2013.

L'investissement financier, net de la trésorerie acquise s'élève à 2 257 millions d'euros au premier semestre 2014 et correspond principalement au prix payé en numéraire pour l'acquisition d'Invensys, net de la trésorerie acquise, net du remboursement de 103 millions de livres sterling reçus du Fonds de retraite d'Invensys au titre des actifs auparavant conservés dans le *Reservoir Trust* et net de la trésorerie encaissée au titre de la vente de l'activité Appliance de 155 millions d'euros. Sur le premier semestre 2013, l'investissement financier net de la trésorerie acquise s'élevait à 309 millions d'euros et correspondait principalement à l'acquisition de Electroshield - TM Samara.

Flux de trésorerie produits par des opérations de financement

La diminution nette des dettes financières s'élève à 386 millions d'euros au premier semestre 2014, contre une augmentation nette des dettes financières de 4 millions d'euros au premier semestre 2013. Le dividende versé par Schneider Electric est de 1 095 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 1 025 millions d'euros au premier semestre 2013.

Objectifs 2014

La performance du premier semestre présente une amélioration continue des activités de début de cycle, un niveau élevé de productivité industrielle et une solide contribution d'Invensys à la performance du Groupe, menant à une augmentation de la marge avant effet de change.

Avec la stabilisation de l'Europe de l'Ouest hors marché des régions d'électricité, les signes d'améliorations en Amérique du Nord et la résilience des nouvelles économies, le Groupe s'attend au second semestre à une certaine accélération de la croissance avec une croissance continue des activités de début de cycle et une amélioration séquentielle dans les activités IT et Infrastructure.

Ainsi, le Groupe confirme viser pour 2014 :

- une croissance organique modérée à un chiffre (low single digit) pour le chiffre d'affaires
- 0,4pt à 0,8pt d'amélioration de la marge d'EBITA ajusté par rapport au niveau proforma 2013 de 13,9% excluant l'impact négatif des effets de change actuellement estimé à environ 0,4 point, avec la majeure partie de cet impact sur le premier semestre.

Événements importants sur la période

Outre les acquisitions mentionnées plus haut, les événements de la période sont les suivants :

Changement de la forme sociale de la société Schneider Electric

L'Assemblée Générale Mixte de Schneider Electric SA du 6 mai 2014 a approuvé la transformation de la forme sociale de la Société en société européenne (*Societas Europaea*), qui reflète mieux la nature européenne et internationale de Schneider Electric. Cette transformation est devenue effective le 18 juin 2014. La dénomination sociale de la Société est désormais Schneider Electric SE.

Renouvellement partiel du conseil d'administration

L'Assemblée Générale Mixte de Schneider Electric SA du 6 mai 2014 a procédé à un renouvellement partiel du conseil d'administration et a nommé deux nouveaux administrateurs : Mme Linda Knoll (de nationalité américaine) et Mme Lone Fønss Schrøder (de nationalité danoise). Ces nominations s'inscrivent dans l'objectif d'internationaliser, féminiser et rajeunir la composition du conseil. Le Conseil d'Administration du 6 mai, après avoir décidé du maintien de l'unification des fonctions de président et de directeur général de M. Jean-Pascal TRICOIRE, a nommé M. Léo APOTHEKER Vice-président administrateur référent indépendant. Il succède ainsi à M. Henri LACHMANN.

Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et principales incertitudes présentés au Chapitre 1, paragraphe 5 (Facteurs de Risques) du Document de Référence 2013 déposé à l'AMF le 20 mars 2014, sont toujours d'actualité.

Litiges

(actualisation du Document de Référence – page 44)

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la date du Document de Référence.

Principales transactions entre parties liées.

Celles-ci sont décrites en note 19 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés.

Attestation

J'atteste, qu'à ma connaissance les comptes semestriels au 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation de Schneider Electric SE, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF.

Fait à Rueil-Malmaison, le 29 juillet 2014

Jean-Pascal TRICOIRE
Président Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Schneider Electric S.E., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 29 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

David Chaudat

Yvon Salaün